

CONDITIONS GENERALES DE VENTES – ROYER SPORT SAS

Les ventes consenties par la société ROYER SPORT SAS, sise 1 rue Eugene Freyssinet à Javené (35133), enregistrée sous le RCS Rennes 323 127 035 (ci-après le « Fournisseur ») à tout acheteur professionnel (ci-après « l'Acheteur ») sont soumises aux présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV »), composées des présentes et du Tarif applicable. Elles annulent et remplacent toutes conditions antérieures et s'appliquent à compter du 1^{er} décembre 2019.

1. APPLICATION - Les CGV constituent le socle unique de la négociation commerciale et prévalent sur tout document de l'Acheteur, notamment des éventuelles conditions générales d'achat. Le Fournisseur et l'Acheteur peuvent déroger aux CGV en établissant des conditions particulières signées par les deux parties.

2. COMMANDE - Toute commande passée par l'Acheteur implique l'acceptation sans réserve des CGV. Une quantité minimum par référence peut être exigée et indiquée dans des conditions particulières. Toute commande n'est réputée avoir été acceptée par le Fournisseur qu'après confirmation écrite de sa part. L'acceptation par le Fournisseur de toute commande peut notamment être subordonnée : (a) à la disponibilité des produits objet de la vente, (b) à la présentation par l'Acheteur de garanties financières suffisantes, le Fournisseur se réservant la possibilité de demander à l'Acheteur de lui communiquer des documents comptables afin d'apprécier sa solvabilité, (c) ou au parfait respect des conditions de paiement des précédentes commandes ou de l'un quelconque des engagements souscrits aux présentes.

3. MODIFICATION / ANNULATION DE COMMANDE(S) - En cas de demande de modification ou d'annulation partielle ou totale d'une commande par l'Acheteur, celle-ci devra être adressée par écrit, au plus tard trente (30) jours ouvrés après la date de commande. Dans le cas où l'Acheteur annulerait tout ou partie d'une commande hors délai, il devra régler au Fournisseur, à titre de pénalité, un montant égal à 20% de la valeur HT des produits annulés.

4. PRIX - Le prix de la vente est fixé selon le Tarif en vigueur lors de la réception de la commande de l'Acheteur. Ce prix peut être modifié en cas d'augmentation des coûts de revient à due proportion et est alors communiqué par tout moyen à l'Acheteur, qui pourra toutefois annuler sa commande.

5. PAIEMENT - Toute commande doit être payée dans un délai de 60 jours nets à compter de la date d'émission de la facture (qui correspond à la date d'expédition des produits). Le paiement du prix à échéance doit être réalisé par prélèvement SEPA B to B ou lettre de change relevée. Le paiement effectué (par tout moyen) dans les 10 jours suivant la date d'émission de la facture donne droit à un escompte de 1%. La compensation étant exclue, toute déduction non préalablement convenue par écrit avec le Fournisseur constitue un défaut de paiement. A défaut de paiement à l'échéance, le Fournisseur applique de plein droit des intérêts de retard calculés sur la base d'un taux annuel de 15% du montant TTC des factures restant à payer. En outre, tout défaut de paiement à échéance entraîne de plein droit, à titre de pénalité, une majoration de 15 % du montant TTC des factures restant à payer, sans préjudice des dommages et intérêts éventuels. Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L441-3 et L441-6 du Code de Commerce, tout retard de paiement emporte de plein droit l'application d'une indemnité forfaitaire, pour frais de recouvrement, d'un montant de quarante (40) euros par facture non payée à l'échéance. Si ces frais sont supérieurs, le montant de cette indemnité est majoré des frais réels de recouvrement. Le non-paiement d'une seule échéance rend immédiatement exigible le paiement du reliquat et des autres factures, même non encore exigibles. En cas de défaut de paiement et/ou de modification des conditions de garanties octroyées, le Fournisseur peut subordonner la poursuite de la livraison à un paiement comptant ou à la mise en place de garanties suffisantes. A défaut, le Fournisseur est en droit d'annuler la commande sans indemnité pour l'Acheteur. Dans le cadre de l'article 289 VII 2° du CGI relatif aux factures sécurisées au moyen d'une signature électronique qualifiée l'Acheteur accepte de recevoir les factures sous forme électronique à une adresse électronique spécifique. Les factures électroniques tiennent lieu de factures d'origine au sens de la réglementation fiscale. La mise en place de la facturation électronique par le Fournisseur n'exonère pas l'Acheteur de ses obligations légales et réglementaires quant à la réception et l'archivage par ses soins de ses factures électroniques dans leur format original, des signatures électroniques qui leur sont attachées, ainsi que des certificats électroniques attachés au document, nécessaires à la vérification des dites signatures, le Fournisseur déclinant toute responsabilité dans ce cadre.

6. LIVRAISON - Le délai de livraison indiqué par le Fournisseur au moment de la commande n'engage pas celui-ci. Aucun dédommagement n'est dû dans l'hypothèse d'un retard de livraison. Sauf indication contraire dans le Tarif applicable, la livraison est régie selon l'incoterm CIP (« Carriage and Insurance Paid to ») - incoterms 2010) / Port Payé, assurance comprise jusqu'au lieu de livraison convenu.

7. TRANSFERT DES RISQUES - Le transfert des risques intervient dès la remise des produits au transporteur aux fins d'expédition.

8. CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE - Le transfert de propriété des produits vendus est différé jusqu'au paiement intégral de leur prix. Les produits ne peuvent être l'objet d'un gage ou d'un transfert de propriété

jusqu'à leur paiement intégral. Les produits en possession de l'Acheteur sont présumés être ceux impayés.

9. RECEPTION - Pour être valide, toute réclamation relative aux produits doit être écrite par l'Acheteur sur le bon de livraison, puis confirmée au Fournisseur et au transporteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de trois jours ouvrés, à peine de forclusion de la demande. En cas de réclamation acceptée par le Fournisseur, les produits sont conservés par l'Acheteur et leur prix révisés par le Fournisseur. Tout retour de produit est soumis à l'accord préalable et écrit du Fournisseur et doit avoir lieu dans un délai de dix jours suivant cet accord, sous la responsabilité de l'Acheteur, et ne peut donner lieu au versement d'une quelconque indemnité ; les produits sont alors remplacés par des produits substituables à ceux commandés. A défaut de remplacement, les produits font l'objet d'un avoir à valoir sur des ventes ultérieures.

10. RESPONSABILITÉ - La responsabilité du Fournisseur, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle, est, dans tous les cas limitée à la réparation du préjudice direct subi par l'Acheteur, à l'exclusion des dommages indirects, matériels ou immatériels, consécutifs ou non consécutifs (ceci incluant, sans que cela soit limitatif : perte de chiffre d'affaires, perte de bénéfices...). Sous réserve des dispositions légales en vigueur, le montant maximum des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le Fournisseur à l'Acheteur est limité, toutes causes confondues, au prix des produits concernés.

11. CLAUSE D'EXCEPTION D'INEXECUTION - Toute inexécution par l'Acheteur des obligations résultant des CGV (notamment refus de prendre la livraison ou défaut de paiement à l'échéance) entraîne de plein droit la suspension de l'exécution des commandes en cours et l'exigibilité immédiate de la créance du Fournisseur pour la totalité de son montant

12. CONVENTION ANNUELLE - La signature des CGV par les Parties vaut convention écrite annuelle prévue à l'article L441-7 du Code de Commerce, indiquant les obligations auxquelles se sont engagées les Parties en vue de fixer le prix à l'issue de la négociation commerciale.

13. FORCE MAJEURE - Sont considérés comme cas de force majeure les cas habituellement reconnus comme tels par la jurisprudence française. Ils peuvent être invoqués pour justifier de l'inexécution des obligations si la partie défaillante a informé l'autre partie de la survenance d'un tel événement dans un délai de dix jours par tout moyen. Les obligations incombant à chacune des parties reprendront leur cours dès que l'événement constitutif de cas de force majeure aura cessé. Si le cas de force majeure dure plus de trois mois ou s'il rend la vente définitivement impossible, la vente est caduque.

14. PROPRIETE INTELLECTUELLE - Les produits vendus par le Fournisseur sont revêtus de marques déposées et les dessins et modèles de ces produits sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle. Ces produits sont destinés à être commercialisés par l'Acheteur dans un environnement qui ne soit pas susceptible d'affecter leur image et uniquement afin d'assurer la commercialisation de ces produits auprès des consommateurs. L'Acheteur s'interdit d'utiliser la ou les marque(s) relatives aux produits au-delà de ce qui pourra être autorisé par le Fournisseur ; en particulier, il ne devra en aucun cas reproduire les marques commercialisées par le Fournisseur sans autorisation préalable (l'Acheteur s'interdit notamment de faire usage de la marque à titre d'enseigne, sur ses cartes de visite, une url de site internet, à titre de dénomination sociale...).

15. VENTE PAR INTERNET - L'Acheteur ne peut procéder à la vente des produits par le biais d'Internet qu'à condition de respecter les normes de qualité imposées par le Fournisseur pour la revente de ses produits et d'obtenir du Fournisseur la validation écrite des éléments visuels présentant les produits et/ou la marque des produits.

16. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES. Les données personnelles qui pourraient être demandées par le Fournisseur à l'Acheteur sont indispensables au bon traitement de la commande ou au respect des obligations légales. L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés du Fournisseur, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Elles pourront également être communiquées à des tiers liés au Fournisseur par contrat pour l'exécution de services sous-traités (ex. transporteur), sans que l'autorisation de l'Acheteur ne soit nécessaire. Les données personnelles sont conservées aussi longtemps que nécessaire pour l'exécution des commandes et des garanties associées. L'Acheteur dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, en s'adressant au responsable de traitement chez le Fournisseur à l'adresse électronique suivante : dpo@grouperoyer.com. En cas de réclamation, l'Acheteur peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;

17. LOI APPLICABLE - Les CGV et les ventes qu'elles régissent sont soumises à la loi française à l'exclusion de la Convention de Vienne. En cas de traduction des CGV, seule la version française fait foi.

18. ATTRIBUTION DE JURIDICTION - Tout différend relatif aux CGV, y compris leur validité, leur interprétation, leur exécution ou leur résiliation, est soumis à la compétence du Tribunal de Commerce de Rennes, nonobstant pluralités de défendeurs et appel en garantie y compris pour les procédures d'urgence et les procédures conservatoires, en référé ou sur requête. A l'exception de ce qui précède, le Fournisseur se réserve le droit de soumettre le litige au tribunal du siège social de l'Acheteur.

Nom & fonction du signataire :

Date de signature/réception : / /

Signature :

Cachet de l'entreprise :

Le vendite effettuate dalla società francese ROYER SPORT SAS, sise 1 rue Eugene Freyssinet à Javené (35133 - Francia), RCS Rennes n° 323 127 035, IVA N° FR74323127035, (di seguito, per brevità, il "Fornitore") agli acquirenti professionisti (di seguito, per brevità, l'"Acquirente") sono regolate dalle presenti Condizioni Generali di Vendita, unitamente alle Tariffe applicabili. Le presenti Condizioni Generali di Vendita annullano e sostituiscono ogni altro termine o condizione contrattuale altrove contenute e si applicheranno alle forniture effettuate a partire dall'1/12/2019.

1. OGGETTO – Le presenti Condizioni Generali di Vendita costituiscono la base delle negoziazioni commerciali e prevalgono su ogni altra condizione applicata dall'Acquirente, quali, a titolo esemplificativo le eventuali condizioni generali di acquisto applicate dallo stesso o altri documenti equipollenti. Il Fornitore si riserva il diritto di derogare a talune clausole delle presenti Condizioni Generali di Vendita, in funzione delle trattative condotte con l'Acquirente, con l'applicazione di condizioni particolari.

2. ORDINE – Tutti gli ordini effettuati dall'Acquirente comportano l'accettazione senza riserve delle Condizioni Generali di Vendita. Un minimo d'ordine di paia per codice articolo, indicato in condizioni particolari, potrà essere richiesto per gli ordini "pre-stagionali". Gli ordini saranno considerati come all'accettazione di qualsiasi ordine da parte del Fornitore può essere soggetta in particolare alle seguenti condizioni: (a) la disponibilità dei prodotti da vendere, (b) la presentazione da parte dell'Acquirente di sufficienti garanzie finanziarie; il Fornitore si riserva il diritto di chiedere all'Acquirente di fornirgli i documenti contabili per valutare la sua solvibilità, (c) o il pieno rispetto delle condizioni di pagamento degli ordini precedenti o di uno qualsiasi degli impegni sottoscritti con il presente attocchetti dal Fornitore solo previa conferma scritta da parte dello stesso..

3. MODIFICHE / ANNULLAMENTO DEGLI ORDINI – Nel caso di richiesta di modifica o di annullamento parziale o totale di un ordine proveniente dall'Acquirente, tale richiesta dovrà essere inviata per iscritto, al più tardi entro trenta (30) giorni lavorativi (dal lunedì al venerdì) dalla data dell'ordine. Qualora l'Acquirente annullasse in tutto o in parte l'ordine oltre il predetto termine, dovrà corrispondere al Fornitore, a titolo di penale, un importo pari al 20% del valore tasse escluse del relativo ordine.

4. PREZZO – Il prezzo di vendita è determinato dalle Tariffe in vigore alla data di ricevimento dell'ordine dell'Acquirente. Detto prezzo potrà essere modificato in caso di aumento dei costi di produzione in misura proporzionale a detto aumento e sarà comunicato con ogni mezzo all'Acquirente.

5. PAGAMENTI – Tutti gli ordini dovranno essere saldati entro il termine di 60 giorni a decorrere dalla data di emissione della fattura (che corrisponde alla data di spedizione dei prodotti). Il pagamento del prezzo alla scadenza dovrà essere effettuato mediante bonifico SEPA B to B. Il pagamento eseguito entro 10 giorni dalla data di emissione della fattura dà diritto a uno sconto pari all'1% e può essere effettuato con qualsiasi altro mezzo. Essendo esclusa qualsiasi compensazione, eventuali detrazioni non precedentemente concordate per iscritto con il Fornitore saranno considerate come pagamenti non giunti a buon fine. In caso di mancato pagamento alla scadenza, il Fornitore applicherà di pieno diritto degli interessi di mora calcolati in base a un tasso annuo pari al 15% dell'importo tasse incluse delle fatture ancora da pagare. Inoltre, l'eventuale mancato pagamento alla scadenza comporta di pieno diritto, a titolo di penalità, una maggiorazione pari al 15% dell'importo tasse incluse delle fatture ancora da pagare, fatti salvi eventuali risarcimenti. Inoltre, conformemente alle disposizioni al D. Lgs. 231/2002, eventuali ritardi di pagamento comportano l'applicazione, di pieno diritto, di un indennizzo forfetario per le spese di recupero dell'importo di quaranta (40) euro per fattura non pagata alla scadenza. Se tali spese fossero superiori, l'importo di questo indennizzo sarà maggiorato delle reali spese di recupero. Nel caso alla scadenza concordata non venga effettuato l'integrale pagamento di quanto dovuto diverranno immediatamente esigibili gli importi portati da eventuali ulteriori fatture già emesse, ferma comunque l'applicazione dell'interesse di mora di cui sopra su tutti gli importi dovuti, rimossa e rinunciata sin d'ora ogni eccezione al riguardo da parte dell'Acquirente. Nel caso di mancato pagamento e/o nel caso di modifica delle condizioni di garanzia concesse dall'Acquirente, il Fornitore avrà facoltà di condizionare il proseguimento dell'esecuzione dell'ordine al pagamento in contanti o all'attuazione di garanzie dal Fornitore ritenute idonee. In mancanza, il Fornitore potrà annullare l'ordine senza diritto ad alcun indennizzo a favore dell'Acquirente. L'Acquirente accetta di ricevere le fatture in forma elettronica ad uno specifico indirizzo elettronico. Le fatture elettroniche sono considerate fatture originali ai sensi della normativa fiscale. L'esecuzione della fatturazione elettronica da parte del Fornitore non esonera l'Acquirente dai suoi obblighi legali e regolamentari relativamente alla ricezione e all'archiviazione da parte sua delle sue fatture elettroniche nel loro formato originale, delle firme elettroniche ad esse allegate, nonché dei certificati elettronici allegati al documento necessari per la verifica di tali firme; il Fornitore declina ogni responsabilità al riguardo.

6. CONSEGNA - Il termine di consegna indicato dal Fornitore al momento dell'ordine non lo vincola. In caso di ritardo nella consegna non è previsto alcun indennizzo. Salvo altrimenti specificato nel listino prezzi applicabile, la consegna è disciplinata dall'Incoterm CIP ("Carriage and Insurance Paid to" - Incoterms 2010) / Postage Paid, compresa l'assicurazione fino al luogo di consegna concordato.

7. TRASFERIMENTO DEI RISCHI – Il trasferimento dei rischi avviene alla consegna dei prodotti al corriere per la spedizione.

8. RISERVA DI PROPRIETA' – Il trasferimento della proprietà dei prodotti venduti è differita al pagamento integrale del prezzo. L'Acquirente risponderà dei danni ai prodotti o provocati dagli stessi. I prodotti non potranno essere oggetto di pegno o di trasferimento di proprietà fino all'integrale pagamento. I prodotti in possesso dell'Acquirente si presumono impagati.

9. RICEVIMENTO DELLA MERCE – Ai fini della sua validità, ogni reclamo relativo ai prodotti dovrà essere riportato dall'Acquirente nella bolla di consegna dei prodotti, e successivamente confermato per lettera raccomandata a.r. nel termine di 8 (otto) giorni dalla scoperta al Fornitore ed al trasportatore, a pena di decadenza. Nel caso di reclamo accolto dal Fornitore, i prodotti dovranno essere custoditi dall'Acquirente ed il relativo corrispettivo sarà rideterminato dal Fornitore. Peraltro, ogni restituzione dei prodotti dovrà essere preventivamente concordata per iscritto con il Fornitore e dovrà avere luogo nel termine di 10 (dieci) giorni successivi al predetto accordo, a cura dell'Acquirente, senza che comunque ciò possa dare origine ad alcun indennizzo a favore dell'Acquirente. Nel caso di accordo del Fornitore sulla restituzione, i prodotti ordinati saranno sostituiti con prodotti dello stesso genere. In mancanza di sostituzione dei prodotti, la restituzione degli stessi comporterà il rimborso del prezzo tramite buono da utilizzarsi sugli acquisti futuri.

10. RESPONSABILITA' – Fatti salvi i casi di dolo o colpa grave, la responsabilità del Fornitore sarà limitata alla risarcimento del danno emergente diretto ed immediato subito dall'Acquirente, con l'esclusione del lucro cessante o di qualsiasi danno indiretto, inclusi, a titolo meramente esemplificativo e non esaustivo, perdita di fatturato, mancato utile, mancata conclusione o perdita di contratti, clienti, opportunità di affari o avviamento commerciale. Fatti salvi i limiti di legge, l'importo massimo di danni di qualsivoglia natura dovuti dal Fornitore all'Acquirente dovrà essere limitato, complessivamente, all'importo fatturato all'Acquirente per il relativo ordine.

11. ECCEZIONE DI INADEMPIMENTO – Ogni inadempimento dell'Acquirente alle obbligazioni risultanti dalle presenti Condizioni Generali di Vendita (in particolare, rifiuto di prendere in consegna la merce o mancato pagamento alla scadenza) comporterà di diritto la sospensione dell'esecuzione degli ordini in corso e l'esigibilità immediata del credito vantato dal Fornitore per l'intero importo.

12. (...)

13. FORZA MAGGIORE – La Forza Maggiore può essere invocata a giustificazione dell'inadempimento degli obblighi se la parte inadempiente ha informato l'altra parte del verificarsi di tale evento entro il termine di dieci giorni e con qualunque mezzo a disposizione. La causa di forza maggiore ai sensi del presente articolo esime la parte inadempiente dal pagamento dei danni, penalità ed altre sanzioni contrattuali, nonché degli interessi sulle somme dovute, fino a quando e nella misura in cui tale causa di forza maggiore sussista. Se la causa di forza maggiore continua a sussistere per più di 3 (tre) mesi, ciascuna parte avrà il diritto di risolvere il presente Contratto senza preavviso.

14. PROPRIETA' INTELLETTUALE – I prodotti venduti dal Fornitore sono distinti da marchi depositati e i disegni ed i modelli di tali prodotti sono protetti dalla normativa in materia di proprietà industriale. I predetti prodotti sono destinati ad essere commercializzati dall'Acquirente in un mercato che non pregiudichi la loro immagine. L'Acquirente non potrà utilizzare il marchio e/o i marchi relativi ai prodotti oltre a quanto autorizzato dal Fornitore, esclusivamente al fine di assicurare la commercializzazione di detti prodotti verso i consumatori. In particolare, l'Acquirente non dovrà in alcun caso riprodurre i marchi dei prodotti commercializzati dal Fornitore senza preventiva autorizzazione di quest'ultimo (in particolare l'Acquirente non potrà in alcun modo, a titolo esemplificativo non esaustivo, fare uso dei marchi come propria insegna, sulla propria carta intestata, su siti web, a titolo di denominazione sociale).

15. VENDITE ON LINE - L'Acquirente potrà procedere alla vendita dei prodotti via Internet solo se rispetterà i requisiti di qualità imposti dal Fornitore per la rivendita dei suoi prodotti via Internet e previo ottenimento della convalida, da parte del Fornitore, degli elementi visivi usati per presentare i prodotti recanti il marchio.

16. REGOLAMENTO GENERALE SULLA PROTEZIONE DEI DATI - I dati personali eventualmente richiesti dal Fornitore all'Acquirente sono indispensabili per la corretta elaborazione dell'ordine o per adempiere agli obblighi di legge. L'accesso ai dati personali sarà strettamente limitato ai dipendenti del Fornitore, che sono autorizzati a trattarli in base alle loro mansioni. Essi potranno, inoltre, essere comunicati a terzi legati al Fornitore da contratto per l'esecuzione di servizi in subappalto (es. corriere), senza che sia necessaria l'autorizzazione dell'Acquirente. I dati personali sono conservati per il tempo necessario all'esecuzione degli ordini e delle relative garanzie. L'Acquirente ha il diritto di accesso, rettifica, cancellazione e portabilità dei propri dati, nonché il diritto di opporsi al loro trattamento per motivi legittimi, contattando il responsabile del trattamento dei dati del Fornitore al seguente indirizzo e-mail: dpo@grouperoyer.com.

17. LEGGE APPLICABILE – Le presenti Condizioni Generali di Vendita e le vendite regolate dalle stesse sono disciplinate dalla legge francese, con espressa esclusione, per quanto occorra, della convenzione di Vienna del 1980 sulla vendita internazionale di merci.

18. FORO COMPETENTE - Per qualsiasi controversia che dovesse insorgere relativamente alla validità, interpretazione ed esecuzione delle presenti condizioni sarà competente in via esclusiva il Foro di Rennes (Francia).

Nome e funzione del firmatario :

Data di sottoscrizione : / /

Firma :

Timbro :

IBAN

PRINCIPAL COMPTE BANCAIRE – PAIEMENTS EN EUROS
MAIN BANK ACCOUNT – PAYMENT IN EUROS



SOCIETE GENERALE

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

TITULAIRE DU COMPTE

ROYER SPORT
1 RUE EUGENE FREYSSINET
35133 JAVENE

DOMICILIATION : FOUGERES (01701)

Banque	Guichet	N° de compte	Clé RIB
30003	01701	00020184358	91

Identification Internationale (IBAN)

IBAN FR76 3000 3017 0100 0201 8435 891

Identification internationale de la Banque (BIC)

SOGEFRPP